

Article réservé aux abonnés

Comment quatre années de guerre en Ukraine ont redéfini l'Union européenne

ANALYSE



Sylvie Kauffmann

Avec l'agression de l'Ukraine par la Russie, le monde dans lequel s'était construite l'UE a disparu. Les Vingt-Sept ont compris tardivement que la paix n'était « plus acquise en Europe » et pris alors conscience de leur faiblesse militaire et de leur dépendance énergétique.

Publié hier à 06h30, modifié hier à 13h18 | Lecture 6 min.



Emmanuel Macron, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le chancelier allemand, Friedrich Merz, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, et l'envoyé spécial américain Steve Witkoff, lors d'une réunion de travail, à Berlin, le 15 décembre 2025. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Le 18 février 2022, jour de l'ouverture de la conférence annuelle sur la sécurité à Munich, la ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, dialogue en public avec son homologue américain, le démocrate Antony Blinken. Le tambour de la guerre résonne à l'Est, quelque 150 000 soldats russes sont massés derrière la frontière de l'Ukraine, les Etats-Unis ont évacué leur ambassade à Kiev, mais l'Europe n'y croit pas. La ministre allemande a un « *message pour Moscou* » : « *Nous ne voulons pas de cela, nous ne voulons pas d'un défi à l'architecture de sécurité que nous avons bâtie ensemble, nous voulons un dialogue sérieux sur la paix.* »

Antony Blinken vante la solidarité transatlantique, « *notre plus grande force* ». Dans l'assistance, le maire de Kiev, Vitali Klitschko, déplie sa haute silhouette et plaide l'urgence : l'Ukraine a besoin d'armement. M^{me} Baerbock dit examiner une liste, qui comprend la fourniture de « *plus de 5 000 casques* ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Six jours plus tard, ce monde européen s'est effondré. Le 24 février, les troupes russes franchissent la frontière et envahissent l'Ukraine. Volodymyr Zelensky troque le costume cravate qu'on l'a vu porter pour la dernière fois à Munich contre des vêtements militaires. Près de quatre ans après, son pays est ravagé, mais continue de résister ; l'*« architecture de sécurité »* a volé en éclats, et la solidarité transatlantique est un vieux souvenir. L'Europe, confrontée à sa plus grave crise depuis la seconde guerre mondiale, n'est plus la même.

Quelle que soit l'issue des pourparlers que mène le président américain, Donald Trump, pour tenter de mettre fin au conflit, la guerre d'Ukraine a redéfini l'Europe. Sur le fond et sur la forme. Même si sa mue est loin d'être achevée.

« Changement philosophique massif »

C'est, d'abord, la fin du déni et de la naïveté. Pour Nathalie Tocci, directrice de l'Institut des affaires internationales, un cercle de réflexion italien, « *le principal changement imposé par la guerre est la guerre elle-même : le fait que la paix n'est plus acquise en Europe* ». Le réveil est tardif : c'est seulement en 2025, relève-t-elle, qu'une « *masse critique d'Européens ont compris que la guerre n'est pas juste un phénomène quelque part en Ukraine, mais que c'est une guerre en Europe qui a commencé en Ukraine et pourrait ne pas s'arrêter là* ».

Lire aussi | [EN DIRECT, guerre en Ukraine : plusieurs médias américains affirment que l'Ukraine n'a pas pris pour cible Vladimir Poutine ou l'une de ses résidences](#)



C'est aussi l'avis de Hiski Haukkala, qui dirige l'Institut finlandais des affaires internationales : « *[La guerre d'Ukraine] a clos la période de la sécurité garantie et de la complaisance en Europe. Désormais, nous devons organiser notre sécurité en investissant dans la défense, avec une volonté de fer de nous défendre nous-mêmes, compte tenu des évolutions en cours aux Etats-Unis. C'est un changement politique et philosophique massif, en même temps qu'un fardeau financier.* »

Car, en se réveillant, l'Europe fait un constat alarmant : celui de sa faiblesse militaire. En une semaine,

en 2022, « la Russie et l'Ukraine tiraient plus d'autobus que l'Europe entière n'en produisait en une année », révèle le chercheur Léo Pélia-Pégné dans le rapport « Ramsès 2026 ». L'Europe aide massivement l'Ukraine financièrement, mais ses stocks d'armes et de munitions sont vides. En arrivant à la tête de la Commission européenne en 2019, Ursula von der Leyen avait proclamé sa volonté de présider une « Commission géopolitique », mais pas plus qu'elle l'Europe n'avait voulu voir que la géopolitique est aussi affaire de force. L'Ukraine, résume Mujtaba Rahman, du cabinet Eurasia Group à Londres, a fait « prendre conscience aux capitales européennes qu'un mode de gouvernance fondé sur le soft power ne suffit plus ».

L'effort de réarmement, lancé par la Pologne et les pays baltes, mais laborieux ailleurs, et surtout sensible à partir de 2025, grâce aux mécanismes de financement de l'industrie de la défense que Bruxelles met en place, est l'une des transformations concrètes que l'Ukraine impose à l'Europe, forcée de changer son regard sur la Russie. Projet de paix par excellence, l'Union européenne (UE) s'adapte à une situation nouvelle, celle que les plus optimistes appellent « ni paix ni guerre », mais que les réalistes considèrent déjà comme un état de guerre. « *La Russie est en guerre avec nous, mais nous préférions prétendre que nous ne sommes pas en guerre avec la Russie* », dit la politiste polonaise Monika Sus, en référence à la guerre hybride.

L'autre transformation concrète est énergétique. A marche forcée, il faut mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures russes dans laquelle plusieurs pays européens, au premier rang desquels l'Allemagne, se sont laissés enfermer. Cette rupture a un coût, celui de la prospérité économique que permettait l'abondance du gaz russe bon marché. Mais elle renforce l'agenda de souveraineté de l'Europe, amorcé par la crise due au Covid-19, qui avait révélé sa dépendance à l'égard de la Chine en matière pharmaceutique.

Le leadership de Friedrich Merz

Ainsi, au fil de ces quatre ans, l'UE est devenue plus « géopolitique ». Elle parvient à maintenir son unité sur la Russie, malgré quelques pays réfractaires, assez en tout cas pour renouveler les sanctions, limiter sa dépendance énergétique, financer la défense et même, avec la décision du Conseil européen du 18 décembre, financer l'Ukraine à travers un endettement commun. « *Ce sont là des pas importants dont nous n'imaginions pas, il y a quatre ans, que nous serions capables* », juge M^{me} Sus. « *Une unité sans précédent sur l'orientation politique et stratégique de l'UE*, renchérit un haut responsable de la Commission. Jamais l'UE n'a pensé son destin de façon aussi univoque. » L'ennemi, cette fois, est désigné.

Cet ennemi, certains Etats membres – surtout parmi ceux qui ont rejoint l'UE à partir de 2004 – l'avaient désigné depuis longtemps aux anciens qui faisaient la sourde oreille. A cet égard, l'agression de l'Ukraine par la Russie, en leur donnant raison, a entraîné un rééquilibrage et une égalité nouvelle entre membres. Si la thèse du déplacement du centre de gravité vers l'est a fait long feu, des pays comme les Etats baltes, la Pologne et la Roumanie ont aujourd'hui plus de poids au sein d'une Union plus soudée. Mais la Hongrie de Viktor Orban ? « *Elle n'est qu'un caillou dans la chaussure décisionnelle* », relativise un responsable à Bruxelles.

Ce rééquilibrage passe aussi par de nouvelles dynamiques d'influence entre Etats membres. Les pays du Nord et de la Baltique, très coordonnés, sont plus actifs politiquement. La Pologne aspire à devenir une puissance militaire, mais, entravée par ses divisions de politique intérieure qui lui font surjouer ses revendications mémoriales avec Berlin et Kiev, elle perd l'occasion de jouer un rôle moteur en Europe. L'Allemagne est sans conteste le pays le plus transformé : elle a perdu la Russie, renoncé au

gaz de celle-ci, vu son modèle économique s'écrouler et affronte à présent l'abandon de son parrain américain. Quatre jours après l'invasion de l'Ukraine, le chancelier allemand, Olaf Scholz, avait judicieusement proclamé la *Zeitenwende*, ce « changement d'époque » qu'il eut tout le mal du monde à mettre en œuvre.

Lire aussi |  [Radoslaw Sikorski, vice-premier ministre de Pologne : « Le défi de l'UE consiste à traduire son poids économique en influence et en leadership mondiaux »](#)



Moins timoré, son successeur, Friedrich Merz, a commencé par faire sauter le frein constitutionnel à l'endettement, libérant un budget monumental pour les infrastructures et la défense. L'Allemagne pacifiste réarme et vient d'adopter un nouveau modèle de service militaire. Surtout, Merz prend goût au leadership européen. Il affirme avoir fait sienne l'« *idée française de souveraineté européenne* », joue la carte franco-allemande et promeut le format « E3 » avec la France et le Royaume-Uni que l'Ukraine a sorti de l'isolement du Brexit. Mais son entourage se plaît à mettre en avant son rôle de coordonnateur des Européens dans la négociation sur l'Ukraine – le chancelier parle maintenant du « groupe de Berlin » – et son contact plus facile avec Donald Trump que celui d'Emmanuel Macron.

« Psychologie de la faiblesse »

Car le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025 et sa fascination pour Vladimir Poutine ont aussi bouleversé l'Europe, dont les dirigeants ont dû affronter l'idée d'un possible renversement d'alliance et peinent à éviter les humiliations que leur fait subir Washington. Paris aurait pu faire là figure de visionnaire, mais, juge M^{me} Tocci : « *La France a été bien meilleure dans la pensée que dans l'action. Sa culture stratégique, sa foi de longue date dans l'autonomie stratégique la plaçaient en première ligne dans cette nouvelle réalité. Mais elle a sous-performé par rapport à l'Allemagne, notamment à cause de ses contraintes budgétaires.* »

Lire aussi |  [Après la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, le chemin de la paix entre la Russie et l'Ukraine reste incertain](#)



Alors, « géostratégique » l'Europe ? Pas encore suffisamment, à l'heure où parler de la disparition de l'Occident est devenu un cliché. Steven Everts, chef de l'European Union Institute for Security Studies, le cercle de réflexion de l'UE, regrette que l'Europe, tétanisée par la peur de l'escalade face à Trump, ne parvienne pas à se débarrasser de la « *psychologie de la faiblesse* » qui l'afflige. Pour M. Haukkala, les Européens sont « *menacés de marginalisation totale* » s'ils ne comprennent pas que les vieux modes de fonctionnement ne produisent plus les solutions requises. Jusqu'ici, incapable de jouer de sa puissance économique et commerciale, l'Europe reste un acteur géopolitique empêché.

Sylvie Kauffmann

Jeux

Découvrir

